

*Ministère de la Culture, de la Communication,
des Grands Travaux et du Bicentenaire*

35, rue Saint-Dominique, 75007 Paris - Téléphone : 47 53 71 48

30 NOV. 1989

*Le Ministre délégué
chargé de la Communication*

4486

Le ministre délégué auprès du
ministre de la culture, de la
communication, des grands
travaux et du Bicentenaire,
chargé de la communication

à

Messieurs les Préfets

OBJET : modification de la circulaire n° 4230 du 7 décembre 1981 portant application de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée par la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978 relative aux annonces judiciaires et légales.

La circulaire mentionnée en objet a apporté un certain nombre de précisions sur les conditions permettant aux journaux d'être habilités à publier dans chaque département des annonces judiciaires et légales.

S'agissant des minimums de diffusion exigés, la circulaire précise notamment "qu'une publication qui atteint le minimum départemental sera habilitée à publier les annonces judiciaires et légales au niveau du département à condition toutefois que la diffusion ne soit pas nulle ou inconsistante dans un ou plusieurs arrondissements".

Cette précision ayant donné lieu à des difficultés d'interprétation, il a paru nécessaire de prévoir une nouvelle formulation.

En conséquence, dans le chapitre I, 3° b) de la circulaire, le paragraphe 1 (pages 4 et 5) est modifié ainsi qu'il suit :

"La publication atteint le minimum départemental. Dans cette hypothèse, la publication sera habilitée à publier les annonces judiciaires et légales au niveau départemental dès lors que sa diffusion est assurée convenablement dans l'ensemble du département. Dans l'hypothèse contraire, la publication sera seulement habilitée dans le ou les arrondissements où elle atteint le minimum de diffusion.

Il serait en effet contraire à l'esprit de la loi du 4 janvier 1955 d'accorder l'habilitation sur le plan départemental à une publication dont la diffusion ne serait pas répartie dans l'ensemble du département. Une telle interprétation serait de nature à induire en erreur les annonceurs".

Dans le chapitre I, 3° c), (page 6), la circulaire envisage également l'hypothèse d'éventuels groupements de titres constitués en vue d'obtenir l'habilitation par addition des diffusions.

Il convient d'insérer après le deuxième alinéa de la page 6, l'alinéa suivant :

"Toutefois, l'habilitation d'un titre regroupant des titres déjà habilités à publier des annonces judiciaires et légales ne sera pas subordonnée à une parution hebdomadaire depuis plus de six mois si le nouveau titre mentionne expressément les titres qu'il regroupe".

Par ailleurs, la circulaire n'a donné aucune précision sur l'une des conditions requises pour l'habilitation par l'article 2 de la loi du 4 janvier 1955 modifiée selon lequel : "les journaux doivent être publiés dans le département ou comporter pour le département une édition au moins hebdomadaire".

Afin de mettre un terme à des difficultés d'appréciation au plan local, il convient d'apporter les précisions suivantes.

Cette condition impose aux journaux d'être publiés dans le département ou de comporter une édition départementale au moins hebdomadaire. Les termes "être publiés dans le département" doivent être compris, par rapprochement avec le deuxième membre de la phrase, au sens "d'être édités dans le département".

La notion d'édition départementale doit être appréciée en considération du volume d'informations intéressant le département.

Il s'ensuit qu'un journal sera considéré comme ayant une édition départementale dès lors qu'il présentera un volume suffisant d'informations concernant le département. Ces informations pourront varier en volume selon qu'elles auront un caractère général, judiciaire ou technique.

Enfin, le chapitre III de la circulaire concernant l'aspect financier de la publication des annonces judiciaires et légales est modifié ainsi qu'il suit (page 8 uniquement) :

1. Le prix de la ligne d'annonce

Conformément à l'article 3 de la loi du 4 janvier 1955, vous devez fixer par arrêté sur avis de la commission consultative le prix de la ligne d'annonce.

J'appelle votre attention sur le fait que la ligne d'annonce a été définie de manière à permettre, d'une part, la détermination du prix du signe (par signe typographique, on entend les caractères, les ponctuations et les espaces entre les mots) et, d'autre part, la comparaison des tarifs entre les départements.

La détermination du prix du signe doit permettre le calcul du prix d'une ligne qui, pour des raisons techniques, serait composée d'un nombre de signes inférieurs à la ligne de référence.

Le prix de la ligne d'annonce s'entend taxes non comprises pour une ligne de 40 signes en moyenne en corps minimaux 6 (typographie) ou 7,5 (photocomposition). Le calibrage de l'annonce est établi au lignomètre du corps employé, de filet à filet. Le prix peut également être calculé au millimètre-colonne, la ligne correspondant à 2,256 mm.

Surfaces consacrées aux titres, sous-titres, filets, paragraphes, alinéas

Filet : chaque annonce est séparée de la précédente et de la suivante par un filet 1/4 gras. L'espace blanc compris entre le filet et le début de l'annonce sera l'équivalent d'une ligne de corps 6 points Didot soit 2,256 mm. Le même principe régira le blanc situé entre la dernière ligne de l'annonce et le filet séparatif.

L'ensemble du sous-titre est séparé du titre et du corps de l'annonce par des filets maigres centrés. Le blanc placé avant et après le filet sera égal à une ligne de corps 6 points Didot, soit 2,256 mm.

Titres : chacune des lignes constituant le titre principal de l'annonce sera composée en capitales (ou majuscules grasses) ; elle sera l'équivalent de deux lignes de corps 6 points Didot, soit arrondi 4,5 mm. Les blancs d'interlignes séparant les lignes de titres n'excéderont pas l'équivalent d'une ligne de corps 6 points Didot, soit 2,256 mm.

Sous-titres : chacune des lignes constituant le sous-titre de l'annonce sera composée en bas-de-casse (minuscules grasses) ; elle sera l'équivalent d'une ligne de corps 9 points Didot soit arrondi à 3,40 mm. Les blancs d'interlignes séparant les différentes lignes du sous-titre seront équivalents à 4 points soit 1,50 mm.

Paragraphes et alinéas : le blanc séparatif nécessaire afin de marquer le début d'un paragraphe ou d'un alinéa sera l'équivalent d'une ligne de corps 6 points Didot, soit 2,256 mm.

Ces définitions typographiques ont été calculées pour une composition effectuée en corps 6 points Didot. Dans l'éventualité où l'éditeur retiendrait un corps supérieur, il conviendrait de respecter le rapport entre les blancs et le corps choisi.

L'exemplaire certifié, destiné à servir de pièce justificative de l'insertion, sera fourni par l'éditeur au même prix que le numéro de la publication, augmenté éventuellement des frais d'établissement et d'expédition. En cas d'enregistrement dudit exemplaire auprès du tribunal de commerce, les frais d'enregistrement seront facturés à l'auteur de l'annonce.

*
* *

J'ajoute enfin que l'effort d'harmonisation des tarifs au niveau national, qui a été réalisé pendant des années avec succès, doit être poursuivi, certaines distorsions apparaissant dans l'étude comparative des prix par région et sur le plan national.



Catherine TASCA